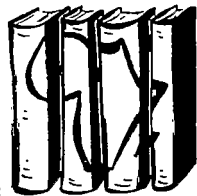


la revue des livres



COSMA (Wilungula B.) – **Fizi 1967-1986. Le maquis Kabila.** – Bruxelles-Paris, Institut africain, CEDAF, L'Harmattan, 1997, 138 p.

Cet ouvrage porte sur le maquis « révolutionnaire » du Fizi, région montagneuse plongeant dans le nord-ouest du lac Tanganyika, maquis qui, sous la direction de Laurent Désiré Kabila, fut actif de 1967 à 1986, date de la sortie massive de la forêt des partisans rebelles. Il s'agit de la version remaniée d'un mémoire de fin d'études présenté, en juillet 1988, à l'Université de Kisangani. L'auteur, lui-même originaire de la région, se base sur les résultats d'une enquête sur le terrain de deux mois, effectuée fin 1987 et durant laquelle il a pu interroger aussi bien les chefs rebelles que des combattants de base et quelques militaires des Forces armées zaïroises. La collecte des données s'est faite par les techniques de l'interview libre, soit individuelle soit en groupe, renforcées par l'observation directe ou indirecte (les documents écrits et d'archives sur le maquis Kabila brillent par leur absence ou sont inaccessibles). Il s'agit donc de l'un des rares documents de terrain sur ce maquis et, comme le dit l'auteur : « Il est le résultat de la participation des acteurs de la guérilla à la reconstitution de leur propre histoire » (pp. 16-17).

Dans une première partie, W.B. Cosma présente la zone de Fizi et sa population bembé et se penche sur les origines de la rébellion qui se situe dans le prolongement des grandes révoltes de la période 1963-1965. Dans une deuxième partie, il examine l'organisa-

tion du maquis Kabila aux plans territorial, politique, militaire, économique et judiciaire, pour se consacrer dans une troisième partie à l'étude de la longévité de ce maquis qui a tenu une vingtaine d'années, et de l'échec final de la rébellion. Il montre que L.D. Kabila et son Parti de la révolution populaire se situaient clairement dans le camp du messianisme révolutionnaire, prônant une société sans classes, refusant l'argent et la propriété privée. Cependant, il n'oublie pas de signaler que les beaux organigrammes de l'armée, du pouvoir et du parti ne doivent pas faire illusion, car en réalité il ne s'agissait que d'un « petit » maquis, une « société miniaturisée », comme le dit J.-L. Vellut dans son avant-propos. De plus, cette société n'a pas pu échapper « à la reproduction, à petite échelle, du système zaïrois : au sommet, le pouvoir monopolisé par une clique aux dents longues, et, à la base, une population qui s'enfoncé dans le dénuement » (appréciation du même préfacier, p. 10). W.B. Cosma voit d'ailleurs dans cet état de fait la principale raison de l'échec du maquis Kabila.

Malgré une certaine naïveté de la part de l'auteur et quelques maladresses stylistiques, on ne peut que louer ce livre. Comme le dit l'auteur lui-même, ce n'est qu'un document de base qui n'épuise pas toutes les dimensions du sujet, mais il s'agit d'un travail honnête et sérieux qui fournit beaucoup de détails et qui peut inciter d'autres auteurs à entamer des études plus poussées.

Une dernière remarque qui concerne les événements de nos jours. Quand « Papa Kabila », il y a un an, a

pris le pouvoir à Kinshasa, certains observateurs un peu trop pressés ont vite fait de classer ce dirigeant congolais parmi les « leaders nouveaux », symbolisant la « Renaissance africaine ». Dommage qu'ils n'aient pas eu le livre de Cosma sous la main, car cela aurait pu leur éviter des erreurs. « Quant à L.D. Kabila, selon nos informateurs, la révolution et sa réussite n'étaient plus, vers les années 1980-1985, les raisons de sa présence en brousse. C'étaient les richesses naturelles de la zone de Fizi, qu'il exploitait le plus souvent à son propre compte, au détriment de ses collaborateurs natifs de la zone » (p. 110). « Selon nos informateurs, l'échec du maquis a commencé à être perceptible à partir de 1979, lorsque Kabila se mit à poser des actes répétés d'injustice (...). A cela s'ajoutait la dictature de Kabila. Il n'avait pas de conseillers, il ne contactait plus ses collaborateurs pour la prise des décisions » (p. 111). Tout cela augure plutôt mal de la renaissance africaine. [Robert Buijtenhuijs]

NEBARDOUM (Derlemari) – **Le labyrinthe de l'instabilité politique au Tchad**. – Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, 171 p.

HUGOT (Pierre) – **La transhumance des Arabes Missirié et les batailles intertribales d'Oum Hadjer de 1947**. – Paris-Montréal, L'Harmattan, 1997, 180 p.

Les deux ouvrages recensés ici ont en commun le fait qu'ils traitent tous les deux du Tchad. Le premier, rédigé par un Tchadien de la diaspora, aujourd'hui établi au Canada, « tente de montrer que l'instabilité politique au Tchad est un phénomène systémique, c'est-à-dire qu'il est le résultat d'une articulation entre des options politiques précisément belliqueuses – système politique –, et des structures nationales potentiellement explosives – environnement » (p. 7). Il s'agit donc d'une étude politique qui couvre la période de 1960 jusqu'à nos jours.

Sur plusieurs points, l'essai de

D. Nebardoum prête le flanc à la critique. On pourrait dire, par exemple, que l'ouvrage a été rédigé de façon beaucoup trop rapide et qu'il s'agit d'une analyse purement documentaire, à l'exclusion de toute recherche sur le terrain, s'appuyant d'ailleurs sur une bibliographie très succincte et incomplète. On pourrait reprocher également à l'auteur de circonscrire son analyse uniquement aux « facteurs internes » de l'instabilité politique au Tchad et d'occulter ainsi l'apport important de certains acteurs étrangers (France, Libye). Est-ce vraiment une option raisonnable ? J'en doute. On peut se demander encore en quoi l'appel fait par l'auteur au « modèle systémique » de David Easton nous aide à mieux comprendre l'instabilité politique au Tchad ? Le schéma d'Easton semble plutôt avoir été plaqué artificiellement sur une analyse qui privilégie avant tout la dimension Nord-Sud de la problématique tchadienne, ce qui n'a rien de vraiment original.

Pourtant, il serait injuste envers l'auteur de s'arrêter là, car son ouvrage contient aussi des analyses, ou des intuitions, plus novatrices. C'est le cas, par exemple, du deuxième chapitre consacré aux interprétations de l'instabilité politique du Tchad. Ces interprétations, nous dit D. Nebardoum, « s'articulent généralement autour de deux visions fondamentalement contradictoires. Dans leurs grandes lignes, ces deux visions (...) peuvent être classées selon leur degré d'affinité (...) avec la rébellion armée ou la « cause du Nord » » (p. 45). Sont distinguées ainsi deux courants de pensée dans la littérature : celui de la mise en péril du processus d'agrégation de l'État qui « observe une « tendance partisane » de la colonisation au profit du Sud, et fait le constat des caractères régionaliste et répressif du premier régime tchadien, dirigé par le Président N'Garta Tombalbaye » (p. 45) ; celui, ensuite, de la défection de l'élite hégémonique qui constate les effets destructeurs de la colonisation française, tant dans le Nord que dans le Sud du Tchad, et affirme que « l'échec du « moindre consensus » serait essentiellement imputable aux leaders politiques musulmans du Nord » (p. 77).

C'est bien vu, et l'analyse de Nebar-doum devient d'autant plus intéressante qu'elle privilégie des auteurs tchadiens (Abderahman Dadi, pour le premier courant, Gali Ngothé, pour le deuxième), à l'exclusion d'auteurs européens comme B. Lanne et l'auteur de ces lignes. En lançant ainsi un débat intertchadien, l'auteur essaie en quelque sorte de tourner une page dans l'historiographie tchadienne, ce qui est une tentative intéressante.

Le troisième chapitre (Étude du système et de l'environnement politiques) contient également des passages valables. La comparaison-classification des différents régimes tchadiens depuis l'indépendance, notamment, suggère quelques pistes de recherche que l'on aurait tort de négliger par la suite. En somme, cet ouvrage révèle trop de faiblesses pour être accepté comme une analyse scientifique, mais en tant qu'essai politique il mérite l'attention de tous ceux qui s'intéressent au Tchad.

L'ouvrage de P. Hugot s'adresse à un public plus restreint, celui des historiens spécialisés. Dans son livre, l'auteur, qui était lui-même en poste comme chef de district à l'époque (1947) où se sont déroulées les batailles meurtrières d'Oum Hadjer entre Missirié et Rattanine, nous présente un certain nombre de documents administratifs relatifs à cette affaire et rédigés dans la foulée des événements, y compris sa propre chronique établie en 1949. Dans un dialogue avec Claude Durand, il commente ensuite ces événements, avec presque cinquante ans de recul, pour mieux éclaircir l'affaire et indiquer certains de ses effets ultérieurs, ce qui l'amène notamment à s'exprimer sur l'engagement tardif des Arabes Missirié dans la rébellion du Frolinat. C'est un document historique de valeur pour les historiens de la période coloniale au Tchad. [Robert Buijtenhuijs]

LEACH (Melissa), MEARNS (Robin) (dir.) – **The Lie of The Land : challenging received wisdom on the African environment.** – Oxford, James Currey, 1996, xvi-240 p.

Ce livre est le second publié dans l'excellente série « African Issues » de l'éditeur britannique James Currey, après celui de Paul Richards sur la guerre civile au Sierra Leone – dont *Politique africaine* a déjà rendu compte. Il ne pouvait mieux tomber. D'abord parce qu'il confirme le choix de l'International African Institute de Londres en faveur de textes à la fois polémiques et analytiquement solides ; ensuite parce qu'il s'attelle à un sujet on ne peut plus d'actualité, à l'heure où la famine du Sud-Soudan nous fait revivre ce cauchemar pérenne de l'Afrique noire : populations faméliques sur fond de terre poussiéreux.

The Lie of the Land est un livre dérangeant à plusieurs titres. En effet, ses onze chapitres découpent à grands coups les certitudes benoîtes qui ont fait, et continuent de faire, les beaux jours de l'orthodoxie sur l'agriculture et l'environnement africains. Or il ne s'agit pas seulement pour les treizes auteurs de nous démontrer que l'on se trompe souvent en matière de perception écologique du continent, mais encore de souligner à quel point les idées reçues ont eu des conséquences pratiques fort pernicieuses. En clair, le consensus sur les causes autochtones de la soi-disant destruction de l'environnement en Afrique aura souvent contribué à aggraver, plutôt qu'à améliorer, la situation des habitants des milieux ruraux. On ne saurait mieux dire.

Ce livre, fruit d'une réflexion amorcée en 1994 au cours d'une conférence tenue au célèbre Institute of Development Studies de l'Université de Sussex, est beaucoup plus qu'un simple recueil de contributions. Tous les auteurs – chose rare dans un volume de ce genre – partagent une méthodologie analytique qui permet à leurs études de cas précises (en Afrique de l'Ouest, de l'Est et australe) de se retrouver sur un terrain comparatif fructueux. Il y a donc articulation heureuse entre le chapitre introductif de Leach et Mearns sur « Environmental Change and Policy » et les travaux de terrains dont rendent compte les autres auteurs. Les questions posées en début de volume sont reprises dans chaque chapitre, le tout permettant

d'acquérir une vue d'ensemble des questions relatives à l'environnement en Afrique noire.

On retiendra tout particulièrement de ce livre fin et fascinant ce qu'il laisse entendre au sujet des deux soi-disant plus grands périls écologiques du continent : à savoir la « désertification » et les conséquences néfastes de l'utilisation du bois comme source de combustible domestique. Sans vouloir dévoiler ici toutes les démonstrations de l'ouvrage, il est permis de penser qu'à sa lecture on ne pourra plus vraiment continuer de débiter les mêmes litanies sur ces enjeux importants. Des problèmes écologiques, l'Afrique a sa part, mais les auteurs de cet ouvrage incisif nous invitent à réfléchir plus avant sur les axiomes, préjugés et pseudo-méthodologies qui nous conduisent à ne retenir de cette question que l'orthodoxie catastrophiste que l'on connaît. *The Lie of the Land* est un livre fort, scientifiquement bien étayé et, disons-le, indispensable pour qui se targue de parler d'écologie en Afrique. [Patrick Chabal]

OVERDULVE (C.M.) – **Rwanda : Un peuple avec une histoire...** – L'Harmattan, 1997, 271 p.

Quel expatrié venant d'arriver au Rwanda ne s'est pas plongé dans la méthode recommandée aux nouveaux : « Apprendre la langue rwanda » ? Son auteur, théologien et pasteur réformé nous livre ici son analyse des événements rwandais dans une perspective qui lui est chère, psycho-historique (le terme revient souvent sous sa plume). « (...) Il faut insister une fois de plus sur l'importance du contexte psycho-historique, en vue d'une évaluation réaliste de la situation actuelle, ainsi que d'une réflexion sur d'éventuelles démarches à faire par les ONG et les organisations des Églises, qui devront estimer à sa juste valeur l'importance du contexte historique. La mémoire collective d'une longue histoire d'oppression et d'injustice croissantes est devenue le bouillon de culture d'une angoisse qui, pour être

profondément refoulée, ne manque pas d'agir sur les souvenirs collectifs et de les mutiler (...) », redit-il par exemple p. 82-83.

Le plan choisi est, quantitativement, très déséquilibré. Le premier chapitre, en 57 pages, retrace les grands traits de l'évolution du pays en s'attardant davantage sur l'époque postérieure à l'indépendance. Le deuxième ne compte que 7 pages et se veut une tentative d'analyse de la situation actuelle. Les 16 pages du dernier chapitre réfléchissent aux possibilités de réconciliation et de justice dans un cycle de haine et d'angoisse grâce à l'action des ONG et des Églises.

L'essentiel de l'ouvrage (173 p.) est donc un ensemble de quinze documents suivis d'une bibliographie. On y retrouve des textes désormais classiques comme le Manifeste des Bahutu ou la lettre pastorale pour le Carême de 1959 de Mgr Perraudin ; mais aussi des déclarations récentes ; par exemple celle émanant des Églises catholique, protestantes et adventiste après leur rencontre avec le FPR à Bujumbura en 1993, une lettre pastorale de l'évêché de Kabgayi – prouvant qu'en 1991 l'Église pouvait être critique – ou celle du parti UNAR de 1996 prenant ses distances avec le FPR. Des lettres personnelles, des articles déjà publiés ailleurs (dont quatre dans *Dialogue*, revue rwandaise maintenant réalisée à Bruxelles) font partie de ces annexes.

Sans entrer dans les détails de l'argumentation de l'auteur, souvent résultat de compilations réfutables mais aussi de sa longue pratique du pays, on peut dire que sa thèse principale est de faire remonter les antagonismes entre Rwandais non pas seulement à la période coloniale mais bien avant. Parallèlement, il dénonce les excès de quelque côté qu'ils viennent : c'est ainsi que Radio-Télévision des Mille Collines répondait à Radio Muhabura ; il met en garde contre « la propagande du FPR (...) comme si les coupables ne se trouvaient que du côté de MRND-CDR-Akazu et des Interahamwe, ou même du côté du peuple. Notre aperçu historique a montré suffisamment que les coupables se trouvent aussi dans

l'ancienne aristocratie Nyiginya-tutsi et dans l'élite du FPR et des Inkotanyi » (p. 90).

Le livre s'achève sur une note d'espoir d'homme de foi, en reprenant l'idée du professeur Filip Reyntjens que « des démocrates et des gens mesurés » pourraient constituer « le troisième facteur » pour une réconciliation possible, même si l'on sent que l'auteur en mesure toutes les limites. [Annie Lenoble-Bart]

FASSIN (Didier), MORICE (A.), QUIMINAL (C.) – **Les lois de l'inhospitalité. Les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers.** – Paris, La Découverte/Essais, Cahiers Libres, 1997, 279 p.

En concluant sa contribution, Emmanuel Terray se demande si le retour de la gauche au pouvoir au printemps 1997 est susceptible de mettre fin à la spirale répressive en matière de politique d'immigration. On peut aujourd'hui répondre par la négative et constater que l'ouvrage édité par Didier Fassin, Alain Morice et Catherine Quiminal à l'automne 1997 est plus que jamais au cœur de l'actualité (1). Il dénonce en effet avec force une mystification idéologique justifiant une « politique de la mauvaise foi » qui rassure les « bons » citoyens et discrédite les victimes. Le mouvement des sans-papiers montre bien *a contrario* les dangers que fait planer sur la démocratie une vision sélective et anachronique de la citoyenneté.

Quatorze contributions explorent toutes les facettes d'une question émi-

(1) D'autres ouvrages aux titres évocateurs ont été publiés en 1998. Citons entre autres :

Monique Chemillier-Gendreau, *L'injustifiable. Les politiques françaises de l'immigration*, Bayard, Paris, 1998.

Jean-Pierre Perrin-Martin (éd.), *Europe barbelée*, L'Harmattan, Paris, 1998.

Étienne Balibar, *Droits de cité, culture et politique en démocratie*, Éd. de l'Aube, Paris, 1998.

nement complexe. La dimension juridique occupe une large place (contradictions des textes de lois, mécanismes de production de l'irrégularité) mais les points de vue sociologique, économique et politique (dérèglements de l'État de droit) autorisent une approche critique des discours tenus au seul nom de la loi. Le découpage en quatre parties, adopté à partir de ces différents points de vue (le droit au regard de l'histoire – la fragilisation des étrangers – l'économie de l'immigration – les frontières de la citoyenneté), sert admirablement le projet. Plus discutabile est sans doute l'affectation de telle ou telle contribution. On regrettera également quelques redites inhérentes au genre de l'ouvrage collectif mais la redondance est bienvenue lorsqu'elle permet de souligner les idées-forces. Les auteurs sont tous chercheurs et manifestent, à ce titre, le souci d'établir des faits et de faire preuve de rigueur dans l'analyse. Citoyens militants, ils se veulent également vigilants face à la montée de la xénophobie et du racisme et entendent dépasser la seule expression d'une position critique.

Sans partager nécessairement une ligne de pensée unique, les contributeurs démontent de manière convaincante une entreprise qui polarise l'attention sur les politiques d'immigration ; tous mettent à nu la dimension idéologique d'un combat majeur où le pouvoir politique s'abrite derrière le sens commun pour perpétrer un « crime contre l'hospitalité ». La migration n'est pas à proprement parler l'objet du livre ; elle fonctionne comme analyseur d'un certain nombre de questions essentielles : d'une part, celles de la question nationale, de la citoyenneté et de la démocratie, d'autre part celles de la mondialisation et de la précarisation sur le marché de l'emploi.

Les lois de l'inhospitalité ne nous parle pas de n'importe quels immigrés. Ce qui est en cause, dans nombre de contributions, c'est la transformation des rapports Nord-Sud. Une population originaire d'Afrique noire – fort peu nombreuse malgré ce que suggèrent certaines évaluations fantaisistes – est brutalement confrontée aux contradictions de la société française ; les gouvernants

des pays de départ sont soumis – dans une partie qui les dépasse – à un nouveau chantage à l'aide : retenez vos migrants potentiels « à la source » si vous voulez continuer à bénéficier des subsides internationaux ! Oublieux des méfaits de la colonisation, les pays riches arborent sans vergogne des explications culturalistes de la migration. Ils imposent un discours « développementaliste » d'une hypocrisie totale en transformant le « développement » en carotte pendue au bout du bâton de la répression et de la fermeture des frontières.

Convaincant sur le terrain de la bataille d'idées, l'ouvrage se fait aussi largement l'écho de mouvements sociaux en dehors desquels tout combat idéologique est voué à l'échec. Les innombrables associations de femmes africaines constituées en France se révèlent créatrices de liens sociaux novateurs et relèvent d'authentiques pratiques citoyennes. Plus généralement, la lutte des sans-papiers a unifié – y compris sur le marché du travail – des catégories qui n'avaient pas l'habitude de se côtoyer dans le combat de survie. Les immigrants maliens démontrent leur capacité à jouer les médiateurs avec les pouvoirs publics de leur pays d'origine dont – en dépit de l'opinion commune selon laquelle « ils ne peuvent pas être de bons développeurs » – ils transforment en profondeur les sociétés locales. Dans le cadre de ces actions, ils ouvrent des espaces de concertation avec les municipalités et le monde associatif en France. Citoyens du Mali mais aussi citoyens en France, ils prennent à contre-pied le discours officiel voulant que l'insertion suppose une rupture avec le milieu d'origine.

Même si, dans *Les lois de l'inhospitalité*, une grande place est accordée à la politique d'immigration, l'ouvrage nous plonge au cœur de l'histoire réelle des sans-papiers, de ces « logiques immigrées » qui redessinent les territoires et posent le problème des frontières. Il va plus loin en montrant qu'il ne faut transiger ni sur la question des droits, ni sur celle des libertés, ni sur l'idée complaisamment colportée selon laquelle l'inégalité serait une évidence... Quitte à représenter dans l'immédiat un point de

vue ultra-minoritaire, les auteurs refusent le consensus « réaliste » et lui opposent une utopie : l'obligation d'hospitalité conçue comme un principe de morale politique au fondement du contrat social. [Émile Le Bris]

BEZANÇON (Pascale), CAMARA (Ruben), MANDE (Issiaka), SCHLUPMANN (Jakob) (textes rassemblés par) – **Les sources historiques dans les tiers-mondes : approches et enjeux.** – Paris, L'Harmattan, 1997, 182 p.

A l'heure où l'on semble « redécouvrir » le monde colonial, on ne saurait que saluer l'intérêt d'un ouvrage tentant de donner un aperçu des sources historiques existant dans les pays du Tiers monde. Plus d'un chercheur ou docteur se retrouveront du reste dans les difficultés évoquées par les onze intervenants concernant la recherche et l'exploitation de ces sources. Difficulté d'éparpillement tout d'abord. Comme le fait à juste titre remarquer I. Mande (« Aix-en-Provence : Lourdes ou La Mecque pour l'histoire coloniale française »), les restes écrits de l'État colonial français ne résident pas tous dans le Centre des archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence. Si la France a hérité des documents « de souveraineté » (ministre des Colonies, relations avec les gouvernements généraux, inspection...), elle a laissé dans ses anciennes dépendances la catégorie plus ou moins bien délimitée des papiers de gestion (administration locale...). La légitimité d'un tel partage concernant ce patrimoine historique commun aux anciens colonisés et colonisateurs n'est pas sans soulever quelques nouvelles controverses Nord/Sud. Pratiquement, le classement, la conservation et l'accessibilité de certains documents restent un problème à Aix certes, mais surtout en Afrique et en Asie où au manque de moyens financiers s'ajoute le désintérêt chronique des gouvernements actuels pour des vieux papiers que l'on n'hésite pas pourtant à utiliser dans le règlement de certains conflits frontaliers. Nombre de traités poussés-

reux se sont ainsi transformés en armes décisives dans la bataille de légitimité et de souveraineté que se livrent certains États africains, comme le montre R. Camara (« Sources historiques et contentieux inter-africains »). Nombre de documents finissent également par disparaître pour des raisons diverses (politiques et pratiques), ce qui pose à terme le problème de la fiabilité d'une recherche. Enfin dernier point essentiel, soulevé par P. Bezançon (« Différentes approches de l'enseignement colonial en Indochine par la stratification des sources et leur comparaison »), celui de la méthodologie à adopter dans un domaine où les archives officielles coloniales s'avèrent souvent les seules sources disponibles pour approcher une réalité sociale (ici l'effet de la politique d'enseignement en Indochine). Comment aller au-delà de la subjectivité et de l'autocensure des rapports et versions officielles des faits lorsque les versions concurrentes sont rares ou inexistantes ? Pas de recettes simples : il convient de croiser les rapports, traquer la faille et trouver la controverse inter-administrative qui dévoilera le non-dit usuel, les mécanismes du système, ses effets sur la société. Mais il est vrai, conclut P. Bezançon, c'est là le travail de tout historien. Travail plus difficile sans doute concernant les Tiers mondes, mais pas impossible, et nul doute que cet ouvrage ajoutera une pièce au puzzle. [Véronique Dimiez]

STAMM (A.) – **Histoire de l'Afrique précoloniale.** – Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1997, 125 p.

Pour les personnes désirant avoir un bref aperçu de l'Afrique précoloniale, ce « Que sais-je » pourra s'avérer un instrument utile... mais à prendre avec précaution. En effet rien n'est dit ou presque sur le problème si essentiel des sources utilisées. Or, si pour la période très ancienne (préhistoire...) des ressources archéologiques peuvent être mobilisées, il est important de noter, en revanche, que, pour la période récente,

précédant la colonisation, notre connaissance en la matière est principalement tributaire des récits de voyage ou des mythes/légendes récoltés par les premiers missionnaires, militaires et administrateurs coloniaux, dont la fiabilité reste problématique. Une bibliographie plus importante que les quelques ouvrages répertoriés en annexe aurait été du reste la bienvenue. [Véronique Dimiez]

OHAETO (Ezenha) – **Chinua Achebe, a biography.** – Oxford/Bloomington, James Currey, Indiana University Press, 1997, 326 p.

Cet épais volume, imprimé en petits caractères est à sa manière un événement : la première biographie complète d'un écrivain nigérian, et sans doute une des premières biographies d'écrivain africain. Il faut dire que si Chinua Achebe n'a pas reçu le prix Nobel, « un prix européen », dit-il, il est cependant l'écrivain nigérian, et peut être l'écrivain africain le plus célèbre dans le monde du fait du succès universel de son roman *Things Fall Apart* (Le monde s'effondre). Ce texte paru en 1958 a connu une diffusion vraiment phénoménale. Accueilli dans la série des Classiques du Monde Everyman, traduit en 45 (!) langues, publié à trois millions d'exemplaires, ce livre définit le conflit culturel en Afrique pour des millions d'étudiants en Amérique et ailleurs ; pour beaucoup le seul écrivain africain est Chinua Achebe, cité par le *Times* de Londres parmi les 1 000 bâtisseurs du xx^e siècle. On comprend alors l'intérêt de ce travail d'Ezenha Ohaeto, constamment intéressant, bien documenté, même s'il se ressent un peu de son côté « biographie autorisée » qui ne nous fait grâce d'aucun doctorat « honoris causa »... A vrai dire le fils de catéchiste qu'était Chinua Achebe semble avoir mené une vie en tout point édifiancée : bon élève, écrivain à succès, un temps porte-parole du Biafra, vite réintégré dans la vie publique nigériane, bon père, bon époux, professeur estimé, il réussit le tour de force de donner en

1987 un roman qui renouvelle sa veine romanesque que l'on croyait tarie depuis la première décennie des indépendances : *Anthills of the Savannah*. Ezenha Ohaeto, lui-même jeune intellectuel et écrivain de valeur, a tout lu, eu accès à tous les documents et il faut lire son livre pour avoir une chronique de la vie politique et intellectuelle du Nigeria. On appréciera l'éloge un brin perfide de ce grand Nigérian qu'était Awolowo, porte-parole « d'une section de cette expression géographique appelée Nigeria » (p. 251). Poète en igbo dans les années 70, Chinua Achebe est aujourd'hui professeur à New York. Alors que le monde célébrait son œuvre, sa vie a basculé sur une route du Nigeria en 1990 quand un grave accident l'a condamné à la chaise roulante. Après la guerre, le chaos, les années pagaille, il vit aujourd'hui avec courage et rigueur les années douleur, admirable exemple de tenue morale et d'intégrité artistique. [Alain Ricard]

OBAFEMI (Olu) – Contemporary Nigerian Theatre : Cultural heritage and social Vision. – Bayreuth/Ilorin, Joe-Noye Press, 1996, Bayreuth African Studies, 40 p.

Cet ouvrage paraît dans l'excellente série des études africaines de Bayreuth dirigée et animée avec énergie et compétence par E. Breitingger ; il fait suite à un recueil de travaux sur le théâtre et le sida (n° 35), le théâtre pour le développement (n° 36), qui tous interrogent la place du théâtre dans les sociétés africaines contemporaines et mettent en question sa pertinence sociale. Le présent volume relève plutôt du genre de l'essai ou de l'étude littéraire puisqu'il présente l'œuvre des principaux dramaturges nigériens, en commençant par le théâtre en yorouba, pour finir par le cinéma, sans oublier évidemment Wole Soyinka, Femi Osofisan et Kole Omotoso. Olu Obafemi est lui-même un auteur de théâtre et un acteur de la vie culturelle nigérienne. Ses jugements sont donc inscrits dans le cadre de ce qu'il appelle une vision sociale de transformation démocratique de la société ; il se préoccupe non seulement de connaître sa société, mais il veut la transformer et il se sent solidaire de l'œuvre de Femi Osofisan qu'il situe en opposition aux thèmes du messianisme et du martyr présents dans *The Strong Breed* (W. Soyinka) ou dans *Ozidi* (J.-P. Clark, p. 272). Ce livre témoigne de la vitalité maintenue de l'activité critique au Nigeria et doit être salué en tant que telle. [Alain Ricard]